

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Comment réunir les conditions de la victoire lors des législatives anticipées, les conditions de l'unité de la gauche, celles de la grève générale ?

Date de mise en ligne : mardi 21 mars 2006

- Politique -

Démocratie & Socialisme

Le mouvement de masse est l'outil le plus puissant pour réunir les conditions de l'unité de la gauche, notamment pour accélérer la signature d'un accord programmatique soumis aux exigences de la majorité sociale !

C'est parce qu'existe un tel mouvement de masse que le gouvernement est secoué par une crise politique, que l'exigence d'élections anticipées s'impose et que les conditions subjectives de cette unité de la gauche vont être réunies, sous la contrainte des conditions objectives qui, elles, sont réunies depuis 2003, mais qui, activées par le mouvement de masse, deviennent quasi irrésistibles.

Une mobilisation aussi massive révèle une crise sociale latente mais quand, au travers de cette mobilisation, c'est la crédibilité globale du gouvernement qui est atteinte et toute sa politique mise en cause, on passe de la crise sociale à la crise politique. C'est la question du pouvoir qui est objectivement posée.

Nous devons donc la formuler consciemment. La revendication d'élections anticipées met le pouvoir au pied du mur de céder à la revendication ou de devoir céder à toutes les revendications, en premier lieu à celle de remettre le pouvoir institutionnel en jeu en acceptant une résolution démocratique de la crise politique.

Devant le refus de la droite de céder la place, devant la poursuite de la crise, les dirigeants syndicaux et de la gauche seront eux aussi obligés de choisir : faire céder la droite et appeler à la grève générale, qui de toutes façons sera probablement engagée sans eux, deci, delà puis partout.

Le dirigeants syndicaux qui ne s'engageraient pas dans la grève générale y perdraient beaucoup. Mais leur résistance au mouvement de masse pourrait retarder l'échéance. Et le meilleur moyen de la rapprocher est de désigner son objectif démocratique : la dissolution de l'Assemblée. Ceux qui résisteraient à cette solution démocratique se minoriseraient.

Renoncer à formuler cet objectif, sous prétexte que ce serait attendre que Chirac veuille bien le faire, revient à laisser Chirac maître du jeu. En effet, Chirac sera obligé d'y avoir recours. Lui laisser l'initiative de l'annoncer sans l'avoir nous-mêmes exigé, ce serait lui remettre les clés de la démocratie. Ce serait lui laisser la meilleure chance d'emporter ces législatives (comme pour de Gaulle le 30 mai 68).

Au contraire, si la gauche exige que la crise politique soit tranchée par des élections, quand Chirac cèdera à cette revendication, il apparaîtra vaincu après avoir résisté à la démocratie. Plus longtemps il aura résisté, plus certaine sera sa défaite.